

<p style="text-align: center;">Grand débat National Résultats Paroisse Saint Jean XXIII</p>

Le Conseil Paroissial de la paroisse Saint Jean 23 a organisé à la demande de la Conférence des Evêques de France et de M. Houdan Diacre, chargé de mission auprès du monde politique et des élus, une réunion pour participer au Grand Débat National. Elle a eu lieu le 21 février 2019 au presbytère de la paroisse Saint Jean 23 à Rouen de 20h à 22h.

La paroisse Saint Jean 23 est une paroisse de centre ville dont le presbytère est à côté de la gare SNCF de Rouen. Elle dispose d'une importante communauté vivant dans le centre de ville de Rouen qui est la capitale de la Normandie. Lors de cette réunion, il y a eu 33 participants dont 17 femmes et 14 hommes plus deux animateurs qui n'ont pas contribué aux réponses. Les participants se sont répartis en 7 tables de 3 à 6 personnes. Chaque table a répondu aux quatre feuillets proposés par le Grand Débat National en débattant dans un délai et un ordre imposés. Le délai a été de 20' par feuillet sauf celui de la Démocratie et Citoyenneté qui dura 30'. Ce document qui fut le dernier distribué sachant que le premier fut celui sur la Transition Ecologique, puis celui sur la Fiscalité et les Dépenses Publiques et en troisième celui sur l'Organisation de l'Etat et des Services Publics.

Tous les feuillets ont été rendus entièrement complétés sauf le dernier. En effet, les organisateurs ayant décidé d'arrêter la réunion à l'heure, cela explique que les dernières questions du feuillet Démocratie et Citoyenneté n'ont pas été débattues (questions N°31 à N°34).

Les deux organisateurs se sont répartis les 4 feuillets pour les exploiter. Un a pris le deuxième et le troisième et l'autre le premier et le dernier. Pour les questions fermées et pour certains feuillets des statistiques en % du nombre de réponses ont été calculées. En ce cas, le nombre de réponse est indiqué pour chaque question. Pour les questions ouvertes, l'ensemble des réponses a été retranscrits, sans en exclure aucune. Les deux organisateurs ne relatent que les faits et ne donnent aucune prise de position personnelle dans le compte rendu qui est posté sur le site du Grand Débat National.

Résultats du feuillet sur la transition écologique qui se compose de 17 questions

Question N°1 (30 réponses)

Les répondants considèrent que les problèmes concrets les plus importants dans le domaine de l'environnement sont à 43% la pollution de l'air, à 30% les dérèglements climatiques, à 20% la biodiversité et la disparition de certaines espèces et à 3% chacun l'érosion du littoral et le démantèlement du nucléaire.

Question N°2 (énumération des toutes les réponses)

Pour résoudre les problèmes évoqués lors de la question N°1, il est proposé de revenir à une société heureuse en changeant nos modes de consommation et de comportement, en baissant nos consommations, en privilégiant le local, en respectant les accords de Paris, en développant des énergies alternatives propres et des moyens de déplacement moins polluants, en luttant contre les lobbys agissant contre les actions pour l'environnement et en créant le patrimoine naturel mondial.

Question N°3 (30 réponses et énumération des toutes les réponses)

57% estiment que la vie quotidienne est aujourd'hui touchée par le changement climatique alors que 43% ne le pensent pas. Quand c'est le cas il est indiqué la météo, les crues, la pollution aux particules fines et une végétation plus abondante (plus de fruits et légumes) mais aussi plus de pollution.

Question N°4 (29 réponses et énumération des toutes les réponses)

100% pensent pouvoir personnellement contribuer à la protection de l'environnement. A cet effet, les répondants mettent déjà en pratique toute une série de mesures comme le changement de leurs habitudes de consommation en recyclant les produits alimentaires et textiles, en pratiquant le tri sélectif, en arrêtant l'utilisation de sèche linge, en préférant les produits d'entretien bio en stoppant l'emploi de produits chimiques, en achetant local et de saison, en réduisant la température du chauffage, en changeant de chauffage, par une meilleure isolation dont le changement des fenêtres, en privilégiant les déplacements à pied en vélo électrique (ou pas) et les transports en commun tout en limitant l'usage de la voiture, en sensibilisant ceux qui ignorent le dérèglement climatique et en plantant des arbres.

Question N°5 (29 réponses)

Par ces actions en faveur de l'environnement 93% considèrent que cela permet de faire des économies contre 7% qui ne le pensent pas.

Question N°6 (énumération des toutes les réponses)

Pour mieux entretenir et régler le chauffage, modifier la manière de conduire ou bien de renoncer à prendre le véhicule pour de très petites distances, en dehors de ceux pour qui c'est déjà en cours de réalisation, voici les mesures qui pourraient les y inciter : faire prendre conscience des problèmes posés par notre mode de vie, avoir des incitations financières pour changer de chauffage, avoir plus de pistes cyclables et de parking ainsi que de transport en commun, réfléchir sur le prix du chauffage et du carburant, mais aussi faire du sport.

Question N°7 (énumération des toutes les réponses)

Toutefois, la gratuité ou un coût moindre des transports en commun ainsi que des déductions fiscales ou crédit d'impôts et des aides pour les non imposables seraient les mesures les plus simples et les plus supportables financièrement pour inciter à changer de comportement.

Question N°8 (29 réponses et énumération des toutes les réponses)

Par ailleurs, 83% pensent qu'il existe des solutions alternatives plus écologiques que leur mode actuel de chauffage contre 17% qui ne partagent pas cet avis. Pour convaincre ou aider à changer de mode chauffage les répondants demandent plus de conseils et d'informations, des incitations fiscales, des offres de chauffage économique et le développement de l'habitat autonome en énergie.

Question N°9 (30 réponses)

Notons que 73% connaissent les aides et dispositifs qui sont proposés par l'Etat, les collectivités, les entreprises et les associations pour l'isolation et le chauffage des logements et pour les déplacements contre 27% qui les ignorent.

Question N°10 (31 réponses)

32% n'utilisent pas la voiture pour leurs déplacements quotidiens. Pour les autres, et à 100%, ils estiment disposer de solutions alternatives comme les transports en commun, le covoiturage, le transport à la demande, le vélo, etc. Néanmoins, ils estiment que des transports en commun plus efficaces moins chers ou gratuits et avec des horaires plus adaptés ainsi que des pistes cyclables plus nombreuses et sécurisées permettraient de réduire davantage l'usage de la voiture individuelle. Par ailleurs, en cas d'absence de solutions alternatives à la voiture individuelle pour les déplacements quotidiens 47% souhaitent disposer de transports en commun, puis à 27% chacun utiliser le vélo et le covoiturage.

Questions N°11(30 réponses)

Notons que 57% pensent que les taxes sur le diesel et sur l'essence permettraient de modifier leurs comportements d'utilisateurs mais 43% soutiennent le contraire.

Question N°12 (30 réponses)

73% estiment que les taxes sur le diesel et sur l'essence doivent financer les aides pour accompagner les français dans la transition énergétique, 13% pour financer des investissements en faveur du climat et 3% à baisser d'autres impôts comme par exemple l'impôt sur le revenu.

Questions N°13 (31 réponses)

Néanmoins, 68% pensent que la transition écologique doit être avant tout financée par budget général de l'Etat associé à la fiscalité écologique, contre 16% uniquement par le budget général de l'Etat et autant qui ne le savent pas.

Question N°14 (37 réponses)

Par ailleurs 49% pensent que tout le monde est concerné par le financement de la transition écologique, puis les particuliers à 44%, les entreprises à 33% et enfin à 28% les administrations.

Question N°15 (31 réponses)

Pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités industrielles compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers, notamment européens, 48% souhaitent taxer les produits importés qui dégradent l'environnement, 29% demandent la modification des accords commerciaux et 23% revendiquent le cofinancement d'un plan d'investissement pour changer les modes de production.

Question N°16 (énumération des toutes les réponses)

Pour que la France fasse partager ses choix en matière d'environnement au niveau européen et international, il conviendrait qu'elle montre plus de volonté politique et soit plus entendue, qu'elle montre l'exemple en respectant ses engagements, qu'elle prône la rétorsion et le boycott contre les pays récalcitrants et qu'elle propose des règles européennes communes concertées et réalistes.

Question N°17 (énumération des toutes les réponses)

Pour conclure selon certains la transition écologique c'est aussi lutter contre les emballages dont le plastique, la surchauffe dans les lieux publics, l'obsolescence programmée mais aussi diminuer les incitations à consommer et de favoriser le recyclage des produits avec un programme type « 2ème vie des bien matériels »

Résultats du feuillet sur fiscalité et dépenses publiques qui se compose de 11 questions.

1) Améliorer l'information sur l'utilisation des impôts

Blanc : 4

Enseigner, Eduquer, Explications didactiques en ligne, en mairie, en fascicules simples mais complets : 23

Un corps indépendant dédié à l'information : 4

2) Fiscalité plus juste et plus efficace ?

Blanc : 2

Eviter les effets de seuil, Tenir compte de la situation d'ensemble : 11

Familles trop pénalisées : 5

Garder la valeur du travail : 4

Conditionner l'aide dans le temps : 4

Réduire la TVA et participation proportionnelle de tous à l'impôt : 4

Fiscalité commune en EUROPE : 6

Lutter contre les paradis fiscaux : 11

Impôt lié au lieu de création de richesse : 5

3) Comment réduire le déficit public ?

Réduire la dépense publique	23	Augmenter les Impôts	1
Faire les deux en même temps	5	Je ne sais pas	2

4) Impôts à baisser en priorité ?

Blanc : 3

Petites entreprises et artisans : 18

Déjà pas de nouvelles taxes : 2

CSG, Prélèvements sociaux : 2

ISF : 4

TVA (surtout produits 1ère nécessité) : 10

TH et TF : 7

5) Quelles dépenses publiques réduire en priorité ?

Dépenses de l'Etat	15	Dépenses sociales	5
Dépenses des collectivités territoriales	8	Je ne sais pas	5

6) Où faut-il faire en priorité des économies ?

Education et Recherche	0	Défense	3
Sécurité	0	Transports	1
Environnement	0	Politique du logement	5
Autres (Préciser)	22		

Meilleure utilisation des ressources collectées

Eviter les changements inutiles, les gaspillages, frais de bouche et déplacements

Trop d'élus et trop d'échelons

Administration et ministères

Administration non au contact du citoyen

Mauvaise gestion sécurité sociale

7) Pour financer les dépenses sociales ? - plusieurs réponses possibles

Reculer l'âge de la retraite	13	Augmenter le temps de travail	12
Augmenter les impôts	0		
Revoir conditions d'attributions aides sociales (Préciser)	10	CMU, RSA, Alloc Fam p/ étrangers, etc	
Autres (Préciser)	1	Fausse familles monoparentales	

8) Domaines prioritaires où la protection sociale doit être renforcée ?

Blanc : 4

Personnes âgées et aide au maintien à domicile : 5

Handicap et personnes fragiles : 16

Enfants et famille : 10

Aides Familiales contrôlées : 4

9) Pour quels domaines, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

Blanc : 12

Meilleure utilisation de l'impôt : 2

Environnement : 4

Aide à l'enfance : éducation, protection, et prévention : 4

Famille et éducation : 6

10) Seriez-vous prêts à payer un impôt encourageant des comportements bénéfiques (Ecologie, tabac, alcool) ?

OUI | 17

NON | 14

11) D'autres points où vous souhaitez vous exprimer ?

Blanc : 16

Effets de seuil et privilégier le travail : 5

Trop de hauts comités rémunérés sans efficacité : 2

Meilleure communication des différents services : 3

Recherche, Culture : 4

Résultats du feuillet sur organisation de l'Etat et des services publics qui se compose de 22 questions.

1) Que pensez-vous de l'organisation de l'Etat ? Evolution ?

Blanc : 7

Simplification : 17

Proximité & coordination de l'Administration: 13

Plus d'emplois à vie : 4

2) Connaissez-vous les différents échelons administratifs qui gèrent les services publics ?

OUI	20
-----	----

NON	10
-----	----

3) Y a-t-il trop d'échelons administratifs ?

OUI	29
-----	----

NON	2
-----	---

4) Collectivités territoriales auxquelles vous êtes le plus attaché ? (plusieurs réponses possibles)

Régi on	10
------------	----

Départeme nt	1
-----------------	---

Commune	17
---------	----

Intercommunali té	17
----------------------	----

5) Transférer de nouvelles missions aux collectivités territoriales ?

OUI	5
-----	---

NON	12
-----	----

Si oui, lesquelles ?

Culture : 4

Plus grande autonomie budgétaire : 4

6) Accès aux services publics dont on a besoin ?

OUI	30
-----	----

NON	1
-----	---

7) Pour une démarche administrative, combien de kms pouvez-vous parcourir sans difficulté ?

Jusqu'à 5 kms	21	Jusqu'à 10 kms	6	Jusqu'à 15 kms	1	Jusqu'à 20 kms et +	3
---------------	----	----------------	---	----------------	---	---------------------	---

8) Pour accéder à certains services publics, vous avez avant tout des besoins...? (plusieurs réponses possibles)

Téléphoniques	12	Numériques	17	Physiques pour pouvoir se rendre sur place	12
---------------	----	------------	----	--	----

9) Quels nouveaux services ou démarches sur internet ?

Blanc : 2

Internet partout avec aide à la démarche – moins de guichets

Préinscriptions scolaires

Etat Civil – Passeport

Sacs déchets verts et de tri sélectifs

10) Si vous rencontrez des difficultés sur internet, quel accompagnement souhaiteriez-vous ? (Plusieurs réponses possibles)

Une formation numérique	2	Une aide téléphonique	10	Une prise en charge par un agent	1
-------------------------	---	-----------------------	----	----------------------------------	---

Si prise en charge par un agent, seriez-vous d'accord pour qu'il effectue des démarches à votre place ?

OUI	8	NON	4
-----	---	-----	---

11) Pour chacune des nouvelles formes de service public suivantes, pensez-vous qu'il s'agit d'une bonne ou d'une mauvaise chose ?

Le regroupement dans un même lieu de plusieurs services publics (maison de services au public)

Bonne chose	30	Mauvaise chose	1
-------------	----	----------------	---

Le service public itinérant (bus de services publics)

Bonne chose	29	Mauvaise chose	2
-------------	----	----------------	---

Le service public sur prise de rendez-vous

Bonne chose | 21

Mauvaise chose | 4

Les agents publics polyvalents susceptibles de vous accompagner dans l'accomplissement de plusieurs démarches quelle que soit l'administration concernée

Bonne chose | 30

Mauvaise chose | 1

12) Avez-vous déjà utilisé certaines de ces formes de services publics ?

OUI | 8

NON | 23

Si oui, avez-vous été satisfait ?

OUI | 6

NON | 0

Améliorations à apporter ?

- Non développé dans l'Agglomération

13) Evolution des services publics : ceux qui ont évolué de manière positive ?

- Blanc : 2
- Amélioration globale: 2
- Sécu, Urssaf, Cesu, CNI, Passeport, Impôts sur internet : 23
- Pas de vraie simplification administratives : 2

14) Evolution des services publics : ceux qui ont doivent évoluer le plus ?

- Blanc : 2
- Administration fiscale : 2
- Santé – Hôpitaux Publics : 16
- Sécurité : 2
- Justice : 7
- Education : 10
- Transports : 5
- Service pour retraites : 5
- Assistante sociale : 5
- Procuration pour vote : 5

15) Avez-vous déjà renoncé à des droits : allocations en raison de démarches administratives trop complexes

OUI | 7

NON | 24

16) Si vous êtes concernés, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction/difficultés ?

Vous êtes un particulier :

	Points de satisfaction	Administration référente	Difficultés rencontrées	Administration référente
Je cherche une formation				
Je scolarise un enfant	1			
Je cherche un emploi				
Je prépare/pars à la retraite	2	CARSAT	Pas de réponse au tél., retard	CARSAT
Remboursement des soins de santé	10	CPAM RSI		
Demande d'aide pour une situation de handicap				

Vous êtes un professionnel :

	Points de satisfaction	Administration référente	Difficultés rencontrées	Administration référente
Je crée une entreprise				
Je recrute				
Je forme du personnel				
Je rémunère du personnel	2	CESU		
Je mets fin à mon activité				
Je recrute une personne portant un handicap				

17) Connaissez-vous le « droit à l'erreur », (bonne foi si erreur)

OUI | 16

NON | 6

Si oui, avez-vous déjà utilisé ce droit à l'erreur ?

OUI | 7

NON | 6

Si oui, à quelle occasion ?

Administration fiscale : 5

Tutelle : 1

18) Règle jugées inutiles ou trop complexes ?

Blanc : 19

Trop complexe : Crédit d'impôt – changement carte CPS

Dépôt déclaration travaux

19) Faut-il donner plus d'autonomie aux fonctionnaires de terrain ?

OUI | 10

NON | 3

Si oui, comment ?

- Accroître champ de compétences : 10

20) Faut-il revoir le fonctionnement et la formation de l'administration ?

OUI 16

NON 3

Si oui, comment ?

- Avoir plus de bienveillance et de communication envers les usagers
- Trop d'erreurs sur homonymie
- Sortir de l'impératif d'objectifs

21) Comment répondre pour l'Etat ou collectivités aux territoires les plus en difficulté

- Accès internet ou portable partout
- Aide Téléphonique
- Analyse des doléances
- Stage de découverte de la pauvreté
- Supprimer les départements
- Se déplacer dans les territoires au contact des habitants
- Maintien de services publics
-

22) D'autres points ?

Blanc : 16

Décentralisation plus poussée

Réduire train de vie de l'Etat et Collectivités territoriales (sur investissement immobilier et coûts de fonctionnement

Trop de règlements

PLU et répartition de l'habitat

Organisation des services d'urgence

La haute fonction publique n'est pas représentative et méconnaît les territoires

Aucune évocation du droit Européen sur l'organisation de l'Etat dans ce questionnaire !

Résultats du feuillet Démocratie et Citoyenneté qui se compose de trois sections : vie institutionnelle et démocratique (les 16 premières questions), vie citoyenne (les questions N°17 à N°29) et le volet immigration et intégration (les questions N°30 à N°34).

Pour la partie vie institutionnelle et démocratique il ressort que :

Question N°1 (38 réponses)

Principalement, les répondants font le plus confiance au Maire (37%) puis au Député (29%) pour être représenté dans la société et plus généralement aux élus de proximité (13%) toutefois 7% préfèrent les sénateurs. A noter que 7% des répondants ne font confiance à personne.

Question N°2 (33 réponses)

En dehors des élus politiques 45% considèrent qu'il ne convient pas de donner un rôle plus important aux associations ni aux organisations professionnelles contre 55% qui le souhaitent. Pour ces derniers 72% considèrent que les syndicats et les organisations professionnelles sont à privilégier puis les ONG et associations caritatives (28%) et enfin les associations de défense du consommateur (22%).

Question N°3 (68 réponses)

Pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent, 37% estiment que l'élu devrait avoir un comportement plus vertueux et éthique (respect du bien commun, être affranchi des puissances de l'argent, du carriérisme et des consignes de vote de son parti, tenir ses promesses). Puis à 21%, l'élu doit être plus proche des citoyens et à 15% mieux communiquer et aussi rendre compte de son action. Néanmoins 15% des répondants militent pour la création de comités de quartier et la tenue de référendums à dimension locale.

Question N°4 (31 réponses et énumération des toutes les réponses)

Par ailleurs, 87% considèrent que le non cumul des mandats (député et sénateur) est une bonne chose. Toutefois, certains ne souhaitent pas étendre cette règle du non cumul de député et de maire.

Questions N°5 (33 réponses)

Pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques, 82% souhaitent une dose de proportionnelle et 18% pas.

Question N°6 (48 réponses)

Toutefois, 38% souhaitent qu'elle soit instituée au niveau départemental, puis 31% pour la députation et enfin à 27% au niveau régional alors que 4% ne souhaitent pas de proportionnelle pour ces trois types d'élection.

Question N°7 (31 réponses)

84% considèrent qu'il est souhaitable de réduire le nombre actuel (925) de députés et de sénateurs. Certains pensent qu'il ne faut pas aller au delà d'un tiers en moins. 100% des répondants souhaitent réduire le nombre des autres élus, à tous les niveaux et plus particulièrement les conseillers régionaux et départementaux.

Question N°8

100% des répondants considèrent qu'il y a trop d'absentéisme aux élections. Voici une palette de moyens pour inciter les citoyens à y participer davantage (52 réponses):

31% faciliter l'usage de la procuration

17% instituer le vote via internet

14% rendre le vote obligatoire

11% reconnaître le vote blanc

11% par la contrainte de l'amende en cas d'absentéisme répété

11% valoriser les votants en les associant davantage à la vie publique

6% améliorer la qualité des débats politiques

Question N°9 (31 réponses)

56% considèrent qu'il faut rendre le vote obligatoire mais 44% sont contre.

Question N°10 (31 réponses et énumération des toutes les réponses)

Pour la prise en compte du vote blanc, 90% sont pour et 10% contre. En ce cas, les répondants suggèrent de prendre ces votes en compte dans le calcul final, ou bien comme vote exprimé en % de participation. Toutefois, certains suggèrent de débattre de la manière de comptabiliser les votes blancs.

Question N°11 (26 réponses)

Pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique et pour mettre en place une démocratie plus participative les répondants pensent aux mesures suivantes :

46% organiser plus de débats publics

23% favoriser les réunions de quartier

15% création de comités locaux avec feuille de route pour le député

15% organiser des consultations par internet ou des bornes en mairie

Question N°12 (30 réponses)

Néanmoins, 77% ne souhaitent pas recourir davantage au référendum au niveau national alors que 23% sont pour. Par contre, 68% sont pour y recourir mais au niveau local alors que 32% ne le souhaitent pas même à ce niveau.

Question N°13 (25 réponses)

72% ne savent pas s'il faut faciliter le déclenchement du Référendum d'Initiative Partagé (RIP) alors que 20% sont contre et 8% pour.

Question N°14 (25 réponses)

64% sont favorables au tirage au sort de citoyens non élus pour qu'ils soient associés à la décision publique mais 28% ne le sont pas et 8% ne savent pas.

Question N°15 (énumération des toutes les réponses)

Pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public par l'Etat et les collectivités les répondants ont listé plusieurs propositions: Enquête nominative en ligne, être informé sur les dépenses et les investissements, organisation de consultations par internet et des bornes en mairie, mise en place de comités locaux, soumission du budget, avant son vote, à des citoyens tirés au sort.

Question N°16 (énumération des toutes les réponses)

Les répondants considèrent que les assemblées dont le sénat et le Conseil économique social et environnemental (CESE) doivent être plus à l'écoute des citoyens pour représenter les territoires et la société civile. Toutefois, certains proposent la suppression du CESE qui ne remplit pas son rôle et coûte cher.

Pour la vie citoyenne qui comprend les réponses aux questions N°17 à N°29 il ressort que :

Questions N°17 (25 réponses)

56% considèrent que l'application de la laïcité en France est à améliorer tandis que 44% estiment quelle est satisfaisante.

Question N°18 (énumération des toutes les réponses)

Par ailleurs, les répondants estiment qu'il ne s'agit pas tant de renforcer les principes de la laïcité dans les rapports entre l'Etat et les religions de notre pays que de vivre la laïcité comme une relation de tolérance, de neutralité bienveillante mais en évitant tout sectarisme. Toutefois, il est demandé de la vigilance dans le respect des règles nationales de laïcité, des valeurs, de la culture et de notre histoire. Les répondants souhaitent aussi que l'Etat assure que chacun puisse pratiquer sa religion et veille à n'en museler aucune.

Question N°19 (énumération des toutes les réponses)

Pour garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République, les répondants considèrent qu'il convient d'appliquer les lois plus strictement, de favoriser l'éducation en général et plus particulièrement l'éducation civique ainsi que celle des parents tout en souhaitant plus de courtoisie dans les échanges entre politiques.

Question N°20 (énumération de toutes les réponses)

Pour renforcer l'engagement citoyen dans la société les répondants proposent de valoriser le sens du bien commun et non de cultiver l'individualisme, de prôner l'exemplarité par l'éducation, d'instituer un statut du bénévole.

Par ailleurs, il est souligné que le tirage au sort de citoyen pour participer à des consultations devrait les motiver à plus s'engager.

Question N°21 (énumération de toutes les réponses)

Voici la liste des comportements civiques qu'il faut promouvoir dans la vie quotidienne ou collective : le respect des autres, des lois et règles, de la nature, des biens et biens publics et des forces de l'ordre ; les valeurs chrétiennes à savoir la bienveillance, la solidarité, le partage et le respect ; mais aussi au quotidien la politesse, le dialogue et la tolérance.

Question N°22 (énumération des toutes les réponses)

Afin de favoriser le développement de ces comportements civiques et que concrètement chacun puisse y participer il est proposé d'empêcher toute dégradation des biens publics, d'inciter les médias à diffuser des situations ou des témoignages de comportements civiques et de le cultiver à l'échelon local, de créer un service civique obligatoire, de rappeler aux parents qu'ils doivent éduquer leurs enfants, d'instituer des cours de parentalité obligatoires au moment de la maternité et de favoriser l'éducation des enfants et des parents au niveau associatif.

Question N°23 (énumération des toutes les réponses)

Selon certains, c'est en rendant le service civique obligatoire qu'il sera possible de valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics.

Questions N°24 (énumération de toutes les réponses)

Au niveau de l'incivilité, les répondants ont listé celles qui sont les plus pénibles dans la vie quotidienne à savoir : la destructions des biens, les injures et les écarts de langage, les agressions, la haine de l'autre, le manque de respect, la saleté des lieux publics.

Question N°25 (énumération des toutes les réponses)

Pour y remédier, il faudrait qualifier l'incivilité en infraction et revoir l'éducation parentale en responsabilisant les parents. Il est aussi suggéré aussi que l'Etat se penche sur l'éducation en milieu scolaire, retrouve l'autorité et punisse via les amendes.

Question N°26 (énumération des toutes les réponses)

Toutefois, les répondants considèrent que chacun peut faire reculer les incivilités dans la société en développant un comportement positif et respectueux pour contribuer au bien commun, en étant bienveillant et en éduquant au niveau familial.

Question N°27 (énumération de toutes les réponses)

Les discriminations les plus répandues dont les répondants ont été témoins ou victimes sont les personnes qui sont assistées ou sans travail par rapport à ceux qui veulent travailler, la christianophobie et les discriminations sociales et raciales.

Question N°28 (énumération des toutes les réponses)

Pour y remédier et construire une société plus solidaire et plus tolérante, il est préconisé d'arrêter les constructions collectives dans les centres urbains, d'éduquer et que les sanctions soient appliquées.

Question N°29 (31 réponses et énumération des toutes les réponses)

Par ailleurs 100% des répondants considèrent qu'il convient d'instaurer une contrepartie aux différentes allocations de solidarité et en particulier les allocations familiales.

Faute de temps les répondants n'ont répondu qu'à la première question sur le volet immigration et intégration.

Question N°30 (énumération de toutes les réponses)

Néanmoins, les répondants pensent qu'au niveau migratoire, il conviendrait d'accueillir les plus démunis, de favoriser un regroupement familial minimum, mais aussi d'aborder la question migratoire au niveau européen tout en vérifiant si la France y prend bien sa part.

Pas de réponses pour les questions N°31 à N°34